

“hd

Centre
pour le dialogue
humanitaire



*Empowered lives.
Resilient nations.*

Radicalisation, violence et (in)sécurité

Ce que disent 800 sahéliens

Résumé exécutif

*Études des perceptions des facteurs d'insécurité
et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel*

Ces études des perceptions ont été réalisées par le Centre pour le dialogue humanitaire

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée fondée sur les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance. Sa mission est d'aider à prévenir, atténuer et résoudre les conflits armés par le biais du dialogue et de la médiation. Pour plus d'information : www.hdcentre.org

Clause de non-responsabilité

Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs, et ne représentent ni n'engagent la responsabilité du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Burkina Faso - 6 enquêteurs
1'500 km – 5 jours

60 entretiens

Villages de 6 localités
Langue : Fulfuldé

Cameroun - 6 enquêteurs
1'500 km – 8 jours

38 entretiens

Villages de 6 localités
Langues : Mandara, Fulfuldé, Arabe-choa, Kotoko, Kanuri, Gamargou, Podoko, Matal, Mafa et Kapsiki

Mali - 9 enquêteurs
8'000 km – 12 jours

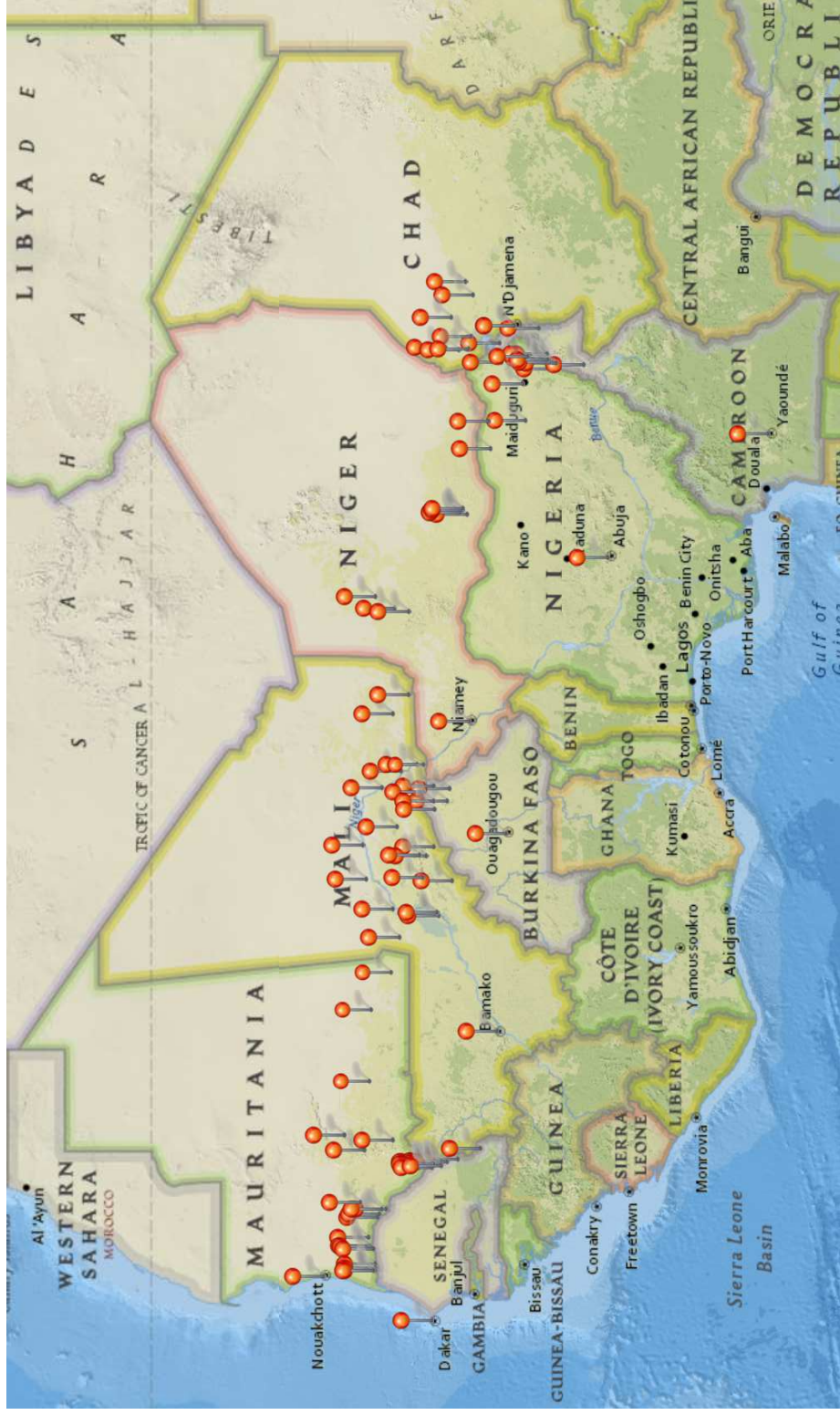
147 entretiens

Villages de 15 localités
Langues : Fulfuldé, Tamasheq, Arabe-Hassanite

Mauritanie - 6 enquêteurs
2'500 km – 7 jours

88 entretiens

Villages de 16 localités
Langues : Pulaar, Hassanya, Wolof



Niger - 9 enquêteurs
4'000 km – 6 jours

100 entretiens

Villages de 12 localités
Langues : Haoussa, Tamasheq, Fulfuldé

Nigeria - 9 enquêteurs
1'600 km – 7 jours

120 entretiens

Villages de 8 localités
Langues : Anglais, Hausa, Yoruba, Ibo

Sénégal - 6 enquêteurs
2'800 km – 6 jours

74 entretiens

20 villages
Langues : Wolof, Français

Tchad - 8 enquêteurs
2'000 km – 6 jours

71 entretiens

Villages de 8 localités
Langues : Arabe local, Kanembou, Boudouma

8 capitales
8 entretiens de groupe

80 personnes

ressources

Étude des perceptions des facteurs de l'insécurité et de l'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel

Résumé exécutif

Problématique et objectifs

“Soyez les porte-voix des sans-voix”¹

En septembre 2014, des mois avant les attaques terroristes de Paris, N'Djaména, Bamako, Abidjan et Bruxelles, entre autres, le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) était chargé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de mener la présente étude. Bien que HD soit avant tout une organisation de médiation et de résolution de conflits, nous restons préoccupés par le manque de compréhension généralisé face à la montée de l'islam politique et du jihadisme en Afrique. Alors même que la récente série d'attaques a été en grande partie perpétrée par des assaillants originaires de la ceinture sahélienne, la communauté des experts du terrorisme, qui ne cesse de croître, semble toutefois manquer de connaissances approfondies des dynamiques de l'extrémisme religieux en Afrique.

Avec le PNUD et les huit membres de la Communauté des États Sahélo-sahariens concernés, nous partageons une même vision selon laquelle toute approche politique vis-à-vis de ce que l'on appelle « l'extrémisme violent » doit se fonder sur une solide compréhension des revendications et des motivations de ses protagonistes, aussi pragmatiques ou dogmatiques qu'ils puissent être. Et pour y parvenir, il faut commencer par donner la parole aux communautés affectées par le phénomène.

L'objectif de cette étude tel qu'il a été formulé par le PNUD était d'évaluer, à l'aide d'une méthodologie commune, comment les facteurs de la radicalisation, de l'insécurité et de l'extrémisme violent sont perçus par les communautés qui vivent dans les régions frontalières de huit pays du Sahel (Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad). Cette étude a été conçue afin de constituer un socle visant à l'identification d'approches pratiques pour renforcer les capacités des gouvernements et des populations des régions frontalières à gérer les causes sous-jacentes de la radicalisation, de l'insécurité et de l'extrémisme violent au Sahel. Il s'agit de la toute première étude du genre à inclure les régions les plus isolées des pays du Sahel et à proposer, sur la base d'une méthodologie commune, une comparaison régionale directe de données collectées sur le terrain.

¹ Propos d'une personne interrogée lors de l'entretien de groupe à Yaoundé, les 2 et 3 juillet 2015.

Méthodologie

HD a ainsi recruté 16 anthropologues et sociologues (à raison de deux experts par pays étudié) et 52 enquêteurs. Leur travail a été supervisé par Reda Benkirane, éminent sociologue spécialiste de l'islam et chercheur associé au Centre d'études des conflits, du développement et de la construction de la paix de l'Institut des hautes études internationales et du développement à Genève. Sur une période de huit jours², les enquêteurs ont parcouru quelques 24 000 km afin d'interroger un total de 698 individus sélectionnés au hasard. Les enquêteurs ont recueilli leurs perceptions de la sécurité et de l'insécurité, de l'État et de la citoyenneté, des liens entre la religion et le radicalisme, ainsi que des stratégies permettant de prévenir la montée du jihadisme, en particulier parmi les femmes et les enfants. Ont également été organisés dix entretiens de groupe avec des leaders communautaires, ainsi que des entretiens avec des sympathisants et militants repentis de groupes jihadistes, regroupant 100 individus au total. Ces entretiens ont notamment permis d'approfondir la discussion sur le processus de radicalisation.

Dans le but d'accroître la qualité de l'analyse proposée dans cette étude, des experts ont été chargés de conduire six études thématiques au sujet de la « déradicalisation », du rôle des femmes dans la montée du jihadisme, de la sécurité aux frontières, des modèles de gouvernance dans la région, de la pertinence de la justice transitionnelle au Sahel et des migrations clandestines. Ces études thématiques ont été intégrées au *Rapport international* de Reda Benkirane qui propose une lecture historique, culturelle et sociologique de notre étude de terrain. En cela, son rapport représente une importante contribution au discours sur la montée du jihadisme. Comprenant ce rapport international et huit rapports pays, cette étude représente plus de 450 pages de données et d'analyses.

Sémantique et statistiques

La caractéristique la plus saisissante de cette étude est sans doute donnée à la parole des Africains interrogés sur le terrain, permettant ainsi à 800 individus et à 68 spécialistes des sciences sociales d'exprimer leurs perceptions du monde agité d'aujourd'hui. Afin de rester fidèle à leurs propos, la méthodologie de recherche a été développée avec soin. L'un des principaux défis de son développement a été le choix de la sémantique, notamment à cause de la difficulté de traduire des concepts abstraits dans 21 langues locales. Au Sahel, des concepts tels que « la sécurité » et « l'insécurité », possèdent un sens très large impliquant l'idée de protection ou de vulnérabilité face aux dangers qui peuvent affecter une communauté, qu'il s'agisse de dangers physiques ou d'une menace pour les moyens de subsistance. Autrement dit, les concepts de sécurité et d'insécurité tels qu'ils sont utilisés au Sahel sont très

² La collecte des données sur le terrain s'est faite de manière simultanée dans les huit pays du Sahel au cours du mois de juin 2015.

proches du concept de « sécurité humaine » utilisé par les humanitaires. La définition de « l'extrémisme violent » a aussi fait l'objet de longs débats car il n'existe pas de formulation équivalente dans les langues parlées dans les régions frontalières du Sahel. De plus, elle ne reflète aucun lien intrinsèque à l'islam radical ou au terrorisme. Le « jihad » est constitutif de la foi musulmane en cela qu'il exprime la lutte permanente des croyants pour observer les préceptes moraux de l'Islam. La plupart des individus interrogés ont été profondément heurtés par la connotation négative que les médias et les hommes politiques occidentaux³ lui donnent. Par souci de clarté, le terme « radicalisation⁴ » a été utilisé pour décrire le processus graduel pouvant, dans certaines conditions, aboutir à un extrémisme religieux, tandis que les termes « jihadisme » et « jihadistes » décrivent ses manifestations violentes⁵. En bref, cette étude rappelle l'importance de la sémantique et suggère qu'un discours approprié sur la lutte contre l'extrémisme violent⁶ soit formulé en utilisant un vocabulaire qui pourra être compris par les différentes communautés et prendre tout son sens auprès d'elles.

Les statistiques se sont avérées tout aussi controversées parmi nos chercheurs. En effet, le nombre de personnes interrogées dans chaque pays varie entre 38 (au Cameroun) et 147 (au Mali) pour un total de 698 personnes au sein d'une population estimée à 294 millions d'individus⁷. Du point de vue des statisticiens, cet échantillon ne peut être considéré comme représentatif. Bien que cette étude soit avant tout un travail de recherche qualitative⁸, nous avons décidé de publier les statistiques dans un souci de transparence et nous les avons citées uniquement lorsqu'elles indiquaient une tendance nette. Néanmoins, nos chiffres doivent être considérés avec la réserve que cette étude n'est pas un sondage, mais plutôt une synthèse de recherches à caractère scientifique, sociologique et anthropologique.

³ Les individus interrogés ont également exprimé leur colère vis-à-vis de l'appropriation du concept de jihad par les groupes armés tels qu'AQMI, Mujao et Boko Haram.

⁴ La langue arabe possède tout un spectre de mots permettant de décrire le processus pouvant conduire à la radicalisation religieuse : « mutadayin » décrit la personne « tournée vers la piété religieuse » ; « multazim » celle qui devient « religieusement astreinte » ; « ikhwani » décrit un « frériste » ; « islahi » un réformiste ; « uçuli » un fondamentaliste et « salafi » décrit un individu s'inscrivant dans le mouvement de réforme conservateur ou « wahabi » pour la sensibilité doctrinale plus saoudienne ; ce n'est que tout au bout du continuum qu'il y a risque d'une « pente glissante » aboutissant au profil du jihadiste et du « mutatarif » ou de l'« extrémiste ».

⁵ Le choix de ces mots ne reflète aucun jugement à propos de l'authenticité de la foi de ceux qui sont appelés « radicaux » et « jihadistes ».

⁶ « Countering Violent Extremism (CVE) » est l'expression couramment utilisée en anglais.

⁷ Répartition démographique (en millions): Burkina Faso 18 m, Cameroun 23 m, Tchad 14 m, Mali 18 m, Mauritanie 4 m, Niger 20 m, Nigéria 182 m, Sénégal 15 m. Source: ONU/DAES, 2015.

⁸ Le questionnaire était constitué de 72 questions de fond, dont la moitié était des questions ouvertes et l'autre moitié de questions à choix multiple.

"It's the economy, stupid"⁹

À la question de savoir quel est le principal facteur d'insécurité, 88,1 % des personnes interrogées ont invoqué les difficultés économiques, alors que seulement 1,9 % d'entre elles ont cité le radicalisme religieux. De même que les conséquences directes du jihadisme, y compris l'afflux de réfugiés, les incursions de groupes armés et la fermeture des frontières, sont avant tout perçues comme une perturbation des activités économiques. En effet, les écosystèmes frontaliers sont fragiles et les communautés qui y vivent sont entièrement dépendantes de la mobilité transfrontalière des personnes, des biens et des services. Selon les répondants, le protectionnisme, de même que les campagnes contre la contrebande et les opérations anti-terroristes, sont perçus comme une menace. Une personne interrogée au Niger a résumé avec poésie la situation : « la frontière, c'est comme un arbre, quand on est à côté, on profite de son ombre, de ses feuilles, de ses écorces, de ses branches sèches et de ses fruits. Mais lorsqu'il s'assèche, on devient orphelin, triste ». Par conséquent, les personnes interrogées ont systématiquement identifié la petite délinquance comme étant la principale source d'insécurité : non seulement celle-ci exacerbe la concurrence pour les ressources, mais elle alimente aussi les tensions communautaires et les conflits entre populations nomades et sédentaires. Ce sont les coupeurs de route et les voleurs de bétail qui constituent la principale menace, et non pas les jihadistes.

Et le vainqueur est...

Cette étude suggère que les États ressortent gagnants des dynamiques actuelles. Les zones frontalières du Sahel sont loin d'être des « espaces non-administrés ». Elles sont administrées conjointement par le gouvernement central et les chefs locaux qui établissent des règles informelles plus ou moins acceptées par les institutions étatiques. Malgré une relation distante avec l'État, les citoyens de ces zones frontalières continuent de se référer à ce dernier lorsqu'il s'agit de leur sécurité. Les résultats de l'enquête montrent qu'une large majorité des personnes interrogées (entre 65,8 % au Cameroun et 97,2 % au Tchad) perçoit la présence des forces armées comme étant rassurante. Cependant, et c'est là que le bât blesse, une bonne moitié des personnes interrogées dans les huit pays concernés par cette étude déclarent penser que leurs États respectifs ne sont pas en mesure de garantir leur sécurité. De façon plus inquiétante, les tentatives des États de compenser leur manque de capacité militaire en sous-traitant le maintien de la sécurité à des milices sont largement perçues négativement par les répondants. Souvent créées sur une base communautaire, comme c'est le cas au Mali ou au Niger, ou religieuse,

⁹ "It's the economy, stupid" [« c'est à cause de l'économie, idiot »] est l'un des trois slogans formulés par James Carville, stratège de la campagne présidentielle réussie de Bill Clinton contre le président sortant George H. W. Bush en 1992. Les deux autres slogans étaient "Change vs. more of the same" [« le changement plutôt que toujours la même chose »] et "Don't forget healthcare" [« n'oubliez pas le système de santé »].

majoritairement chrétiennes au Nord Cameroun par exemple, ces milices locales génèrent davantage d'insécurité qu'elles ne la préviennent. Dans certains cas, les personnes interrogées ont témoigné de leur perception des forces de sécurité comme facteur de radicalisation. En effet, lorsque le déploiement des troupes se combine avec des pratiques d'extorsion et de violence envers les civils, ou lorsque des communautés entières comme les Peuls au Mali, les Kanouri au Cameroun et les Buduma au Tchad sont attaquées sous prétexte d'être suspectées d'abriter des jihadistes, la tentation de rejoindre les groupes armés ou de leur demander protection augmente. En termes simples, les personnes interrogées au cours de cette étude ont non seulement reconnu le besoin d'un engagement étatique plus fort, mais également d'un engagement étatique de meilleure qualité.

Je ne suis pas Charlie¹⁰

Cette foi inattendue en les institutions étatiques atteint toutefois ses limites, là où elle entre en conflit avec les préceptes religieux. Pour beaucoup de musulmans interrogés, l'islam est constitutif de la citoyenneté, et ce même au Cameroun et au Nigéria où les populations sont majoritairement chrétiennes. Comme l'affirmait une personne interrogée en Mauritanie, « *l'islam c'est le ciment de la nation, c'est ce qui reste quand tout s'en va* ». A l'exception de la République islamique de Mauritanie, la plupart des États sahéliens ont été construits sur le modèle d'une gouvernance séculaire semblable à celle des anciennes puissances coloniales. Cette étude montre que les personnes interrogées ne s'identifient pas forcément à ce modèle. Pire, les lois libérales adoptées sous la pression de l'Occident sont souvent perçues comme des instruments d'oppression de l'islam. Une personne interrogée au Mali formulait les choses de la façon suivante : « l'exemple le plus flagrant est le Code de la famille qui, dans tous ces éléments, contredit l'islam et ses principes ».

Chaque État contourne le dogme de la laïcité avec plus ou moins de succès. Le Burkina Faso et le Sénégal se démarquent, respectivement par une gestion active de la cohabitation religieuse et par l'institutionnalisation de l'influence de la confrérie des Mourides dans les affaires d'État. Toutefois, les personnes interrogées expriment parfois avec insistance, et souvent beaucoup d'émotion, leur frustration vis-à-vis de l'impossibilité de débattre publiquement du sujet de la laïcité qui est, de façon ironique, perçu comme un tabou. À la question de savoir en quel type de justice elles ont le plus confiance, la moitié des personnes interrogées¹¹ ont choisi la

¹⁰ "Je suis Charlie" est un slogan lancé juste après les attaques contre le journal satirique Charlie Hebdo le 7 janvier 2015. Une « marche républicaine » menée par la Président Hollande s'en suivit. Elle rassembla 40 chefs d'État et presque deux millions de personnes au nom de la défense de la liberté de la presse et de la laïcité. Plusieurs personnes interrogées au cours de notre étude ont cité cette marche comme un symbole du choc culturel entre l'Occident et le Sahel.

¹¹ 47,1% des personnes interrogées disent préférer la justice nationale, tandis que 18,9 % indiquent leur préférence pour la justice traditionnelle, 15,3 % pour la justice religieuse et 9,5 % pour la justice internationale.

justice traditionnelle ou la justice religieuse plutôt que la justice nationale. Au-delà des problèmes liés à la radicalisation et au jihadisme, réconcilier la citoyenneté et l'islam, ou autrement dit réussir la synthèse de la laïcité et de l'islam sociologique, se présente comme un défi majeur lorsqu'il s'agit de renforcer l'État de droit au Sahel.

Tabula rasa

Dans les esprits de beaucoup de personnes interrogées lors de cette étude, la radicalisation religieuse et la violence sont deux phénomènes à différencier. Seulement 1,9 % d'entre elles considère la radicalisation comme une source d'insécurité. Celle-ci est plutôt envisagée au travers de son sens originel : retourner vers ses racines, se dégager d'un ordre obsolète. Il s'agit là d'un processus de purification qui n'est pas si différent de celui que les chrétiens évangélistes (ou *Born again Christians en anglais*) offrent à leurs disciples. Une telle idéologie est particulièrement attirante pour les jeunes qui représentent la moitié de la population au Sahel et constituent un groupe démographique largement dépourvu d'opportunités économiques ou d'une éducation de base de qualité. Cette idéologie est par ailleurs activement promue par les royaumes de la péninsule arabique. En effet, 77,5 % des personnes interrogées perçoivent la radicalisation comme un phénomène guidé par des forces socio-économiques, tandis que seulement 14,8 % d'entre elles la considèrent comme un phénomène religieux. La radicalisation devient violente dans les cas d'injustice et de marginalisation face auxquels les groupes jihadistes promettent une société égalitaire, une justice impartiale, une revanche sur les humiliations subies et la domination des élites traditionnelles, ou encore la rédemption et l'opportunité de gagner en respectabilité dans une société où l'ascenseur social est bloqué. Dans les régions les plus isolées du Sahel, la radicalisation n'est pas toujours perçue comme une régression, mais plutôt comme une révolution¹².

Jihadistes auto-proclamés

Quand bien même le phénomène de radicalisation s'intensifie, les jihadistes auto-proclamés ne sont pas populaires au Sahel. Parmi les personnes interrogées, 78,7 % pensent que les groupes armés instrumentalisent l'islam afin de propager la violence, tandis que 83,8 % considèrent les activistes de ces groupes comme des « bandits » ou des « illuminés » et que 78,5 % qualifient leur mode opératoire de « terroriste ». Au Sénégal, nos interlocuteurs vont jusqu'à déclarer : « ce sont nous les jihadistes, pas eux ». Ce commentaire illustre bien la bataille terminologique exposée ci-dessus et qui a suscité de nombreuses discussions passionnées sur le terrain. À la question de savoir quels sont les principaux moteurs du jihadisme, les

¹² Reda Benkirane considère que le Sahel traverse actuellement une période de réislamisation salafite d'une certaine manière comparable à la réislamisation conduite par les confréries soufies aux 19ème et 20ème siècles.

personnes interrogées ont fourni différentes réponses. Cependant, toutes se sont accordées sur ce point : elles n'ont rien à voir avec le phénomène de la radicalisation. De multiples causes d'origine exogène ont été identifiées : les monarchies arabes sont accusées d'exporter « un autre islam », les théoriciens du complot y voient la main de l'Amérique, tandis que d'autres se réfèrent à la cause palestinienne. La marche républicaine du mois de janvier 2015 suite aux attentats contre le journal Charlie Hebdo, de même que les dessins satiriques du journal perçus comme insultants, ont été fréquemment cités comme des facteurs de mobilisation pour les futurs jihadistes. Et c'est toujours le voisin que l'on accuse : les Mauritaniens accusent le Mali, les Tchadiens accusent le Nigéria et ainsi de suite. Tout le monde assure que le jihadisme ne s'est pas cultivé pas dans *leur* jardin. *A contrario*, cette étude indique un mouvement de soutien fort pour l'« islam tranquille » du Sahel, de même que pour les valeurs de tolérance qui y sont associées. Ce constat devrait tout particulièrement attirer l'attention des responsables politiques.

Sympathie résiduelle

Cela dit, il serait erroné de penser que tout va bien au Sahel : 8,5 % des personnes interrogées ont exprimé leur perception positive des groupes jihadistes. Ramené à une population de 294 millions d'individus¹³, ce pourcentage devient un sujet de préoccupation dès lors que ne serait-ce qu'une fraction de celui-ci se révèle statistiquement représentative. Au Mali, ce sont près de 10 % des personnes interrogées qui qualifient les groupes armés de jihadistes de « résistants¹⁴ ». Plus inquiétant encore, certains de nos interlocuteurs au Tchad considèrent que ces groupes utilisent la violence de façon légitime lorsqu'ils attaquent des non-musulmans. Cette tendance a également été observée au Cameroun. Si l'Occident est un moteur du jihadisme, alors les Occidentaux doivent en supporter les conséquences.

*Timeo hominem unius libri*¹⁵

Il n'existe aucun discours alternatif qui permettrait de contrer l'appel révolutionnaire de l'idéologie jihadiste, ni même de portes de sortie dignes pour les ses disciples. L'islam n'est pas seulement absent de la plupart des modèles de gouvernance des États du Sahel ; il est aussi absent du programme laïc des écoles publiques¹⁶. En parallèle, les écoles coraniques privées (*madradas*) devraient être contraintes de

¹³ Op. Cit. p. 3.

¹⁴ « Combattants résistants », en référence aux nationalistes français qui ont résisté à l'occupation allemande lors de la seconde guerre mondiale.

¹⁵ « Je crains l'homme d'un seul livre » est une phrase attribuée à Saint Thomas d'Aquin.

¹⁶ L'enseignement religieux des écoles coraniques dans les zones frontalières du Sahel, y compris celui des écoles itinérantes, devrait être supervisé en prenant en compte les clivages idéologiques.

dispenser une éducation généraliste à leurs élèves. À l'heure actuelle, c'est toute une génération de jeunes ayant reçu une éducation en arabe qui possède le monopole de l'interprétation théologique, tandis qu'une cohorte de jeunes peu éduqués en français ou en anglais ne possède que quelques rudiments des préceptes de l'islam. Le premier groupe bénéficie du prestige de ses connaissances coraniques qui ne sont cependant pas suffisantes pour ouvrir les portes du marché du travail. Le second groupe se trouve d'autant plus vulnérable face au discours religieux des premiers du fait de son ignorance de l'islam. Ces deux groupes de jeunes constituent une proie idéale pour les groupes armés jihadistes.

Cette étude révèle une corrélation entre éducation religieuse et résilience face au jihadisme. Au Sénégal, ce sont plus de 75 % de ceux qui ont suivi un programme d'enseignement religieux, ou qui appartiennent à une confrérie religieuse, qui perçoivent les groupes jihadistes comme des acteurs qui instrumentalisent l'islam à des fins politiques. Cependant, les personnes interrogées en Mauritanie et au Tchad remarquent que les élèves des *madrasas* d'obédience salafiste, du Nigéria ou de la péninsule arabique, ont davantage tendance à être recrutés et promus dans la hiérarchie des groupes jihadistes du fait de la fascination que fait naître en eux l'idéologie révolutionnaire véhiculée par le jihadisme.

L'importance de l'inclusion des femmes et des filles dans tout effort de promotion de l'éducation théologique, dans le but d'éloigner la menace de la radicalisation, a été fréquemment invoquée durant l'étude. Les personnes interrogées ont notamment souligné le rôle protecteur joué par les femmes face au phénomène de radicalisation bien que les mères de famille aient souvent exprimé leur désarroi et leur impuissance à développer une contre-argumentation face au discours enflammé de leurs filles et de leurs fils. Cette étude révèle que l'appel de la radicalisation islamique n'est pas limité à un groupe démographique en particulier. Au contraire, le phénomène est universel et touche aussi bien les jeunes hommes que les jeunes femmes.

Fossé générationnel

Le fossé générationnel entre les enfants et leurs parents est tout aussi remarquable au travers de la région d'enquête. Dans les années 50, du temps du Président Nasser, les parents étaient choqués par les mini-jupes des jeunes filles, alors même que le Président égyptien se moquait publiquement des Frères musulmans qui insistaient pour que les femmes portent le voile. Aujourd'hui, au Sahel, les parents trouvent que leurs enfants sont d'un conservatisme déconcertant. Inversement, ces enfants trouvent souvent que leurs parents sont moralement corrompus. Comme le formule un jeune interrogé en Mauritanie, « la différence entre mon père et moi, c'est que lui vote pour le parti au pouvoir par opportunisme, moi je vote pour le parti Tawassul par conviction. N'est-ce pas mieux, n'est-ce pas cela la démocratie ? » Mais la profondeur de cette fracture, symbolisée notamment par l'exclusion des

jeunes des processus décisionnels et l'absence de dialogue intergénérationnel, est un sujet préoccupant à travers tout le Sahel. Ceci devrait inciter à initier des réformes politiques en faveur des jeunes, même si tenter de contrer la mode du « Jihadi cool » est vain et ne devrait pas faire l'objet d'une attention exagérée.

Chto delat'?¹⁷

En 1902, Vladimir Lénine publiait le pamphlet politique « Que faire ? » dans lequel il argumentait en faveur de la radicalisation du mouvement socialiste. Ce pamphlet venait combler un vide dans un monde perçu comme un océan d'inégalités, d'élites corrompues et d'ordre social figé. Suite à l'effondrement du panarabisme, du marxisme-léninisme et d'autres mouvements de libération, le jihad pourrait jouer un rôle similaire car il « est aujourd'hui la seule cause sur le marché ¹⁸ ». L'évangélisme, le judaïsme, le bouddhisme et l'hindouisme produisent tous leur propre modèle de radicalisation, mais l'islam radical est de loin le mouvement idéologique le plus mondialisé et au marketing le plus séduisant pour la jeunesse d'aujourd'hui.

En surface, les conclusions qu'apporte cette étude sont évidentes : la plus grande menace à laquelle les groupes armés jihadistes font face au Sahel n'est pas constituée par les drones, mais plutôt par des États garantissant la sécurité humaine, protégeant les plus vulnérables et offrant des opportunités à leur jeunesse sur l'ensemble de leur territoire, dans un cadre culturel et religieux que ceux-ci perçoivent comme légitime. Un tel programme ne se construira pas en un jour ; et entre-temps, de plus en plus de jeunes s'orienteront vers une pratique radicale de l'islam. Cependant, cette étude de perceptions offre davantage que cela.

Paradoxalement, la source et le remède de la radicalisation et du jihadisme pourraient être identiques : l'islam. L'impact des programmes dont l'objectif est de prévenir ou de contrer l'extrémisme violent, ou encore de dé-radicaliser les salafistes, devrait être comparé à l'impact des politiques de soutien à l'islam traditionnel. Les efforts devraient-ils se concentrer sur la grande majorité des musulmans pacifiques dont cette étude dresse le portrait, ou bien sur une petite minorité de jihadistes ? Dans quelle mesure la poursuite de la démocratie laïque et des droits de l'Homme par l'Occident prévient-elle ou encourage-t-elle la radicalisation ?

Être à l'écoute des sans-voix

Lors de notre étude, ce sont 800 Sahéliens qui ont exprimé leur malaise vis-à-vis de formes de gouvernance héritées de leurs anciennes métropoles et leur sentiment

¹⁷ « Que faire ? Questions brûlantes de notre mouvement » est un pamphlet politique écrit par Vladimir Lénine en 1901 et intitulé « Chto delat' ».

¹⁸ Olivier Roy, « Le jihad est aujourd'hui la seule cause sur le marché », entretien paru dans le journal Libération, 3 octobre 2014.

d'impuissance vis-à-vis d'érudits salafistes qui en savent plus qu'eux sur l'islam. Ils ont aussi exprimé leur colère face à un ordre social qui refuse de les inviter au dialogue, et face à un ordre mondial de plus en plus hostile à l'islam. Notre étude suggère que le discours sur le combat contre l'extrémisme violent pourrait même nourrir les théories du complot au Sahel. Les observations et les thèmes de réflexion de cette étude devraient être explorés plus en profondeur en prenant en compte davantage de contextes. Il s'agirait dans un premier temps de répliquer une telle étude à l'Est du Sahel jusqu'en Somalie, ainsi qu'au Maghreb et au Machreq afin de consolider notre compréhension du phénomène.

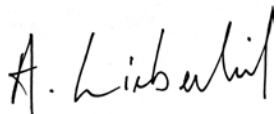
Quelques jours après les attaques sanglantes du 13 novembre 2015 à Paris, le Premier ministre français Manuel Valls déclarait :

« J'en ai assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques à ce qui s'est passé¹⁹. » Il ajoutait plus tard que *« pour ces ennemis qui s'en prennent à leurs compatriotes, qui déchirent ce contrat qui nous unit, il ne peut y avoir aucune explication qui vaille ; car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser²⁰. »*

Si la colère du Premier ministre français à la suite des attaques de Paris est compréhensible, cette étude s'en démarque. Ses conclusions tendent en effet à démontrer qu'il est impératif que toute stratégie de prévention de la radicalisation violente efficace soit fondée sur les perceptions locales du phénomène et adaptée aux spécificités de chaque région. Les stratégies qui fonctionnent à Tombouctou peuvent très bien se révéler inefficaces à Molenbeek ou à Alep.

Nous souhaitons exprimer notre gratitude à l'égard des chercheurs qui ont fait preuve de courage durant cette enquête, à ceux qui l'ont conçue et écrite, ainsi qu'au PNUD et au gouvernement du Japon qui l'ont rendue possible.

Nairobi, le 27 avril 2016



Alexandre Liebeskind
Directeur régional,
Centre pour le dialogue humanitaire

¹⁹ Séance de questions au Sénat, France, le 26 novembre 2016.

²⁰ Discours au Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), le 9 janvier 2016.

Etude des perceptions – Contenu

Cette étude a donné lieu aux 9 rapports suivants :

- 1. Rapport de recherche international**
Radicalisation violence et (in)sécurité
- 2. Burkina Faso** : La montée de l'insécurité transfrontalière
- 3. Cameroun** : Économie politique de la violence dans l'Extrême-Nord.
- 4. Mali** : Conflictualité locale et demande de justice.
- 5. Mauritanie** : Radicalisation et citoyenneté.
- 6. Niger** : Instrumentalisation religieuse et économie de l'insécurité.
- 7. Nigéria** : Pauvreté, crise de l'appartenance nationale et extrémisme violent.
- 8. Sénégal** : Citoyenneté vigilante.
- 9. Tchad** : Entre nécessités et insécurité, les défis de l'État.

Direction du projet - Centre pour le dialogue humanitaire (HD)

Chef de projet et Directeur scientifique

Reda BENKIRANE, Sociologue, chercheur associé au Centre on Conflict, Development and Peacebuilding (CCDP) de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID, Genève), au Centre Jacques Berque (CNRS USR 3136, Rabat, Maroc) et membre de l'Institut de Recherches Philosophiques de Lyon (IrPhil, université de Lyon). Reda Benkirane a œuvré en tant que Directeur scientifique pour le compte de HD.

Chef de projet adjointe et Coordinatrice opérationnelle

Soline AUBÉ

Directeur régional

Alexandre LIEBESKIND

Coordinatrice régionale, Afrique francophone

Constance VIDEMENT

Équipes nationales

Raguidissida Emile ZIDA, Responsable de la recherche - Burkina Faso

Jacob YARABATIOULA, Responsable opérationnel - Burkina Faso

Nadine MACHIKOU, Responsable de la recherche - Cameroun

Claude LINJUOM MBOWOU, Responsable opérationnel - Cameroun

Isaie DOUGNON, Responsable de la recherche - Mali

Boukary SANGARÉ, Responsable opérationnel - Mali

Mariem BABA AHMED, Responsable de la recherche - Mauritanie

Mamadou LAM, Responsable opérationnel - Mauritanie

Amadou OUMAROU, Responsable de la recherche - Niger

Kadidia ALI GAZIBO, Responsable opérationnel - Niger

Efem N. UBI, Responsable de la recherche - Nigeria

Sharkdam WAPMUK, Responsable opérationnel - Nigeria

Abdourahmane SECK, Responsable de la recherche - Sénégal

Rachid Id YASSINE, Responsable opérationnel - Sénégal

Remadji HOINATHY, Responsable de la recherche - Tchad

Djimmet SELI, Responsable opérationnel - Tchad

Experts thématiques internationaux

Hervé GONSOLIN, Conseiller spécial HD Paix et sécurité

Pierre HAZAN, Conseiller spécial HD Justice transitionnelle

Zidane MÉRIBOUTE, Conseiller spécial HD Dialogue religieux

Gwenola POSSÉMÉ-RAGEAU, Conseillère spéciale HD Genre et société civile

Rachid ID YASSINE, Université Gaston Berger, Centre d'étude des religions, Saint-Louis Sénégal

Pierre-Michel JOANA, Expert sécurité, CIVIPOL

Ibrahima GUISSÉ, Chercheur Senior, Haute école spécialisée de Suisse occidentale

Jean-François BAYART, Professeur de l'Institut de hautes études internationales et du développement (Genève) et Directeur de la chaire d'Etudes africaines comparées (UM6P, Rabat)

Burkina Faso

Enquêteurs

Fatimata TAMBOURA
Saïdou DIALLO
Abdoulaziz DIALLO
Sambo Emmanuel OUÉDRAOGO
Frederick Ndoubabe ASNGAR

Experts thématiques

Baba HAMA
Sibiri BADOUN
Inès ZOUNGRANA

Cameroun

5 Enquêteurs

6 Experts thématiques

Mali

Enquêteurs

Lucie BELLO
Nana Alassane TOURE
Alkassoum BARKA
Modibo Galy CISSÉ
Ousmane AHIMIDOU
Mohamed M. ABDOULAYE
Bala KONÉ
Hamidou Tiécoura MARIKO

Experts thématiques

Boureima KANSAYE
Ousmane KORNIO

Mauritanie

Enquêteurs

Khally DIALLO
Ilo Idriss SOW
Oumar Mamadou LAM
Mariem NDIAYE
Mariam LY

Experts thématiques

Jemal OUMAR
Baye Tidiane DIAGANA

Niger

Enquêteurs

Idi SANOUSSI
Mohamed MOUSSA
Manou NABARA HAMIDOU
Amadou BOUBACAR
Yacoudima TCHIROMA
Maina GREMA SANI
Maman TASSIOU
Watakane MOHAMED

Experts thématiques

Dr. Moulaye HASSANE
Dr. Issoufou YAHAYA
Moussa MOHAMED

Nigeria

Enquêteurs

Musa Aliyu MAMPAA
Anthony RUFUS
Jonathan Bayih DANGWARAN
Usman Ibrahim GASHUA
Raji Rafiu BOYE
Yakaka ABUBAKAR
Saïdu.T UMAR
Samuel OBADIAH
Mohammed UMAR

Experts thématiques

Professor Haruna DANTORO DLAKWA
Professor Fred AJA AGWU
Elder Timothy MSHELIA JP
Dr. Aliyu AHMED-HAMEED

Sénégal

Enquêteurs

Khadidiatou DIA
Muhammad BA
Mandiaye SAMBOU
Fatou SALL
Cheikh Tidiane MBOW

Experts thématiques

Me Boubine TOURE
Khadidiatou DIA
Blondin CISSÉ
Muhamad BA
Cheikh NDIAYE

Tchad

Enquêteurs

Félix KAGUENANG
Allah-Kauis NENECK
Adam NETCHO
Ousmane MOUMINE
Fatimé NGARADOUM
Oumar Moussa MAITCHAIRI
Mahamat Moussa BOUGAR

Experts thématiques

Madjiasra NAKO
Bakary SALLI
Ousmane MOUMINE

© 2016 – Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

La reproduction de l'intégralité ou d'une partie de cette publication est sujette à autorisation écrite ainsi qu'à mention de son origine.



**From
the People of Japan**



*Empowered lives.
Resilient nations.*